

Communiqué du Conseil d'Etat

13 janvier 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Contrats de prestations conclus avec Média 21 et la Commission internationale de juristes	4
Genève-Confédération	5
Non au projet de loi fédérale sur la garantie des dépôts bancaires.....	5
Lutte contre le hooliganisme : adoption du règlement	6
Genève	7
Thônex : annulation de la votation sur la réorganisation des bâtiments de la mairie	7
Construction de quatre-vingts nouveaux logements sur la commune de Lancy	7
Carouge : classement de la Villa Leclerc.....	8
Nouvelle conseillère municipal dans la commune de Dardagny	8
Veyrier : nouveau conseiller municipal	9
Nouveau conseiller municipal dans la commune de Bardonnex	9
Nominations.....	10
Agenda des invitations à la presse	11

Genève internationale

Contrats de prestations conclus avec Média 21 et la Commission internationale de juristes

Dans le cadre de sa politique de soutien aux organisations non gouvernementales (ONG) et sur la base de la [loi sur le financement de la solidarité internationale](#), le Conseil d'Etat a conclu deux contrats de prestations avec [Média 21 \(M21\)](#) et la [Commission internationale de juristes \(CIJ\)](#) d'une durée de trois ans, respectivement de quatre ans.



Le gouvernement a décidé de contribuer à raison de 40'000 francs par année de 2010 à 2012 au renforcement des activités de M21, une association née de la division d'InfoSud en deux entités distinctes dont la seconde est la [Tribune des droits humains \(TDH\)](#). Depuis 2006, M21 développe des ateliers de formation pour journalistes et des séminaires organisés en marge de conférences et événements internationaux. Parmi les activités proposées : des rencontres avec les conférenciers et la direction d'organisations intergouvernementales, l'étude de cas ou encore des débats et des visites. Ces ateliers permettent aux journalistes de se documenter et favorisent le développement de leurs réseaux à Genève.

En trois ans, 21 ateliers ont permis à 360 journalistes de 98 pays de rencontrer 460 acteurs experts internationaux, avec la collaboration de 125 organisations partenaires de tous secteurs : ONU, ONG, économie, gouvernements, université, médias. Ces rencontres ont donné lieu à la publication de 500 articles ou émissions dans les médias. Le réseau de journalistes ainsi mis en place compte, à fin 2009, plus de 1000 membres intéressés à la communication des défis planétaires et capables de valoriser Genève comme principal centre d'analyse et négociation.

L'aide financière accordée à la CIJ – qui fait donc l'objet du second contrat de prestations – se monte quant à elle à 100'000 francs par an de 2010 à 2013. Elle vise à permettre la création et le développement à Genève, sous la supervision de la commission, d'un Centre international de défense des juges et avocats.



La CIJ est un réseau mondial fondé à Berlin en 1952, composé d'une soixantaine de juges et avocats engagés dans la création et la défense de standards internationaux des droits humains et à la prééminence du droit. Son secrétariat international est basé à Genève. Depuis sa fondation, la CIJ a participé de manière significative à l'élaboration et au développement d'un droit international et régional des droits humains. Elle a mené des missions de plaidoyer et/ou d'établissement de faits, a contribué à de nombreuses commissions d'enquête et intervient, sur demande, dans les processus juridiques ad hoc. Cette ONG a reçu le Prix des Nations Unies pour les droits de l'Homme, le Prix européen des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, le Prix Wateler pour la Paix et le Prix Érasme.

Pour toute information complémentaire : M. André Klopmann, chargé des ONG internationales, service du protocole, CHA, ☎ 022 546 14 00.

Non au projet de loi fédérale sur la garantie des dépôts bancaires

Consulté par le Département fédéral des finances, le Conseil d'Etat a fait connaître son opposition au [projet de loi fédérale sur la garantie des dépôts bancaires](#). Dans sa réponse, le gouvernement genevois indique que s'il s'associe pleinement à l'objectif premier poursuivi par ce projet – à savoir l'amélioration de la protection des déposants –, il ne peut en revanche admettre que ce projet allie cette protection à des mesures de réduction du risque systémique inhérent à la branche bancaire, qui deviennent quasiment l'objectif principal du projet de loi.

Le projet fédéral vise à inscrire dans le droit ordinaire les modifications urgentes et provisoires de la [loi sur les banques](#) adoptées en décembre 2008 et valables jusqu'à fin 2010. Ces mesures tendaient à renforcer la protection des déposants en portant de 30'000 à 100'000 francs le montant des dépôts garantis. Toutefois, le projet mis en consultation inclut également des mesures visant à prévenir le risque systémique encouru par la branche bancaire. A cet effet, il prévoit notamment la création d'un fonds de droit public de garantie et le financement de ce fonds par des cotisations versées préalablement par l'ensemble des banques.

Le Conseil d'Etat estime que le renforcement de la protection des déposants et la prévention du risque systémique constituent deux problématiques distinctes qui ne peuvent être traitées de manière indifférenciée. De plus, s'agissant de la prévention du risque systémique, le gouvernement genevois juge erroné de le faire supporter à toutes les banques alors que ce risque n'appartient qu'à certaines d'entre elles, soit les plus grandes. Le projet, tel qu'il est conçu, aurait notamment pour conséquence indésirable de renchérir artificiellement le prix du crédit. En outre, il ne tient pas compte de la situation des banques cantonales, qui seraient contraintes de rémunérer à la fois leur canton et la Confédération du fait de leurs garanties respectives.

Le Conseil d'Etat invite dès lors le Conseil fédéral à reprendre cette réflexion de manière globale, en y intégrant une analyse de la situation des banques cantonales, en particulier celles dont les dépôts sont entièrement ou partiellement garantis par le canton. S'agissant de la garantie des dépôts, les mesures insérées de manière provisoire dans la législation bancaire en décembre 2008 pourraient être prolongées jusqu'à fin 2011.

*Pour toute information complémentaire : Mme Laura Bertholon, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 38 58.*

Lutte contre le hooliganisme : adoption du règlement

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'application du concordat intercantonal instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

Le concordat, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2010 et auquel le canton de Genève avait adhéré dès la fin 2008 (voir [point de presse du 10 mars 2008](#) et [communiqué du 19 septembre 2007](#)), prend le relais de la [loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure \(LMSI\)](#). Il permet aux cantons de prononcer l'interdiction de périmètre, l'obligation de se présenter à la police et la garde à vue, dont la base légale se trouvait précédemment dans la LMSI.

Le règlement reconduit le dispositif en vigueur jusqu'au 31 décembre dernier et habilite l'officier de police à prononcer ces mesures.

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Duport, secrétaire général adjoint, DSPE,
☎ 022 327 25 05.*

Thônex : annulation de la votation sur la réorganisation des bâtiments de la mairie

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération du Conseil municipal de la commune de Thônex du 22 décembre 2009 annulant celle du 29 septembre 2009 relative à l'ouverture d'un crédit de 20'256'000 francs destiné à la réorganisation des bâtiments de la mairie.



Le référendum déposé le mercredi 4 novembre 2009 contre cette délibération avec 1'620 signatures à l'appui, et dont le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement par arrêté du 23 novembre 2009 (voir [communiqué](#)), devient donc sans objet.

Par conséquent, le Conseil d'Etat a également annulé la votation communale à Thônex sur la délibération du conseil municipal du 29 septembre 2009, ouvrant un crédit de 20'256'000 francs en vue de la réorganisation des bâtiments de la mairie (voir [point de presse du 30 novembre 2009](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Ascheri, directeur du service des votations et élections, CHA, ☎ 022 546 52 01 ou M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 40.

Construction de quatre-vingts nouveaux logements sur la commune de Lancy

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation de six immeubles de logements, sis chemin Daniel-Ihly 7, 7A et 7B et chemin des Tattes-Brulées 11, 11A et 11B, sur la commune de Lancy.

La construction prévoit quatre-vingts appartements avec garage souterrain et parking extérieur. Les immeubles comprendront trente-huit logements en propriété par étages (PPE) et quarante-deux logements HM (habitations mixtes).

Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 3 septembre 2008 (voir [point de presse](#)).



Pour toute information complémentaire : M. Philippe Favarger, directeur, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 12.

Carouge : classement de la Villa Leclerc



Le Conseil d'Etat a classé la Villa Leclerc située au chemin du Bief-à-Dance n°14, à Carouge. Ce classement fait suite à une demande de l'association [Patrimoine suisse Genève](#). Cette villa de taille modeste présente des qualités exceptionnelles, tant par sa situation que par l'audace de son expression architecturale. Elle est l'œuvre de l'architecte genevois Antoine Leclerc, (1874-1963) qui l'a construite entre 1904 et 1905 pour son propre usage.



La maison est située au point culminant d'une campagne des bords de la Drize, où les cordons de peupliers et de chênes ainsi que les vues ont été préservés. Elle est en outre entourée d'un jardin aménagé tel un écrin (escalier en rocaille, bassin, buis taillés et pavillon à toiture ornementée).

Bien que le bâtiment fasse figure d'exception dans la production architecturale genevoise, il s'inscrit toutefois dans le mouvement de son époque, l'[Art Nouveau](#).

Construit sur quatre niveaux, chaque élément est géométrisé jusqu'à créer des proportions inhabituelles, tel le grand pignon au nord terminé par une cheminée ornée d'un écusson sculpté. Les matériaux mis en œuvre révèlent également l'attention particulière portée à la construction (pierre de Meillerie, maçonnerie soignée, toiture en ardoise). Enfin, le décor intérieur, recherché et homogène, présente un souci du détail dans chaque élément qui le compose (menuiseries, ferrure en laiton, carreaux de faïence à motif végétal, poêle orné).

La mesure de protection de cette demeure exceptionnelle s'étend à l'ensemble des éléments caractéristiques de la maison et à la parcelle. Par ailleurs, un projet d'extension a été développé dans le respect du patrimoine, permettant ainsi à ses nouveaux propriétaires de disposer d'une habitation aux dimensions plus généreuses.

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale et conservatrice des monuments, office du patrimoine et des sites, DCTI, ☎ 022 546 60 95.

Nouvelle conseillère municipal dans la commune de Dardagny



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Françoise Chaboz Geisel** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Dardagny, liste « Continuité communale ».

Elle remplace au sein du conseil municipal M. Stéphane Carrara, démissionnaire.



Pour toute information complémentaire : Mme Joséphine Aloia, service des votations et élections, CHA, ☎ 022 546 52 04.

Veyrier : nouveau conseiller municipal



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Silvio Bartolini** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Veyrier, sur la liste « Libéral ».

Il remplace au sein du conseil municipal M. Cosimo Rizzo, démissionnaire.



*Pour toute information complémentaire : Mme Joséphine Aloia, service des votations et élections, CHA,
☎ 022 546 52 04.*

Nouveau conseiller municipal dans la commune de Bardonnex



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **David Pittier** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal de la commune de Bardonnex en remplacement de M. Guillaume Thion, démissionnaire.

La candidature de M. Pittier a été proposée par les signataires de la liste « Bardonnex Alternative », sur laquelle figurait le conseiller municipal démissionnaire.



*Pour toute information complémentaire : Mme Joséphine Aloia, service des votations et élections, CHA,
☎ 022 546 52 04.*

Nominations

Nouveau secrétaire adjoint au département des affaires régionales, de l'économie et de la santé



M. **Alexandre Epalle** a été nommé au poste de secrétaire adjoint auprès du secrétariat général du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES). Il sera chargé du pilotage et de la coordination de projets stratégiques, notamment en lien avec les dossiers des affaires régionales.

Après plusieurs années d'activités dans le domaine bancaire, M. Epalle a poursuivi des études afin d'obtenir une licence en sciences politiques (Université de Genève), complétée par un diplôme d'études supérieures en relations internationales (IUHEI). Entré dans l'administration cantonale genevoise en 1997, il a occupé les fonctions de chargé de mission auprès de la direction générale de l'environnement, puis, dès sa création en 2001, de directeur du service cantonal du développement durable. Durant cette période, il a eu l'occasion de mener et coordonner de nombreux projets en partenariat avec des acteurs internes et externes à l'administration.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marie Da Roxa, secrétaire générale, DARES,
☎ 022 327 29 01.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
21 janvier 10h30	Nouveautés de l'administration en ligne dans le domaine des impôts	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DF DCTI	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 38 07 Laurent Forestier (DCTI) ☎ 022 327 31 12 ou 079 240 83 67
3 février 11h30	Prestation de serment de l'école de police	Promenade de la Treille	DSPE	Eric Grandjean ☎ 022 427 80 30